

**Projet de base commune de discussion
adopté au conseil national des 5 et 6 septembre 2008**

**VOULOIR UN MONDE NOUVEAU,
LE CONSTRUIRE AU QUOTIDIEN**

INTRODUCTION

Nous avons une conviction : dans la phase critique que traversent notre monde, notre pays confronté à la politique brutale de Nicolas Sarkozy, les forces de gauche et notre propre parti, nous ne relancerons pas un nouvel espoir de changement en nous contentant de ravalier la façade. **Pour toutes celles et ceux qui aspirent à construire un autre monde, le temps est venu de repenser le changement, d'en redéfinir le sens dans les conditions du XXIème siècle, d'inventer les voies et les moyens de ces transformations dans le monde tel qu'il est devenu.** Bien des voix, bien des événements, bien des échecs subis nous invitent au renoncement. Ce n'est pas notre choix. Les potentiels d'émancipation sont réels. Mais nous sommes lucides : sans une ambition politique collective, partagée dans notre société, pour formuler un projet d'émancipation de notre époque, sans le rassemblement des forces susceptibles de porter ce nouveau projet, la contestation du système capitaliste mondialisé, les tentatives de s'en libérer resteront condamnées à des échecs répétés.

Le chantier est immense, mais il n'attend pas. Il y a urgence. Le peuple souffre durement de l'état du monde et de la politique mise en œuvre par Nicolas Sarkozy et le Medef. Il cherche à retrouver espoir en l'avenir sans avoir le sentiment que la politique lui permet aujourd'hui de trouver les réponses. Nous voulons contribuer, avec lui, à lever ces interrogations.

Pour nous, communistes, qui fondons notre engagement sur l'ambition de dépassement du système capitaliste et de toutes les aliénations du monde actuel, l'essence de notre combat est questionnée. **Nous sommes à un moment charnière. L'enjeu est sans conteste d'entrer dans une nouvelle étape de notre histoire. Nous visons donc avec ce congrès l'engagement dans un important travail de refondation de nos analyses, de notre projet, de l'avenir de notre parti.**

Nous sommes face à **quatre défis** :

- **Nous avons changé de monde et d'époque.** Nous vivons une mutation de civilisation, la crise de la mondialisation capitaliste s'amplifie, et tout cela change très profondément les conditions du combat que nous menons.

- **La politique mise en oeuvre depuis l'élection de Nicolas Sarkozy**, qui amplifie avec violence le cours des politiques néo-libérales menées dans notre pays depuis des années, fait mal à notre peuple, abîme notre pays et ses atouts, dégrade son rayonnement. L'avenir de la France est en jeu.
- **La crise de la gauche s'aggrave**. Elle n'offre pas de perspective de changement crédible, et la droite encourage son éclatement entre social-libéralisme et protestation sans projet pour qu'elle ne soit plus susceptible de lui disputer le pouvoir. Le risque existe de l'effacement de toute perspective de changement transformateur à vocation majoritaire.
- **L'originalité du communisme français**, mariant la critique globale du système et une visée de transformation sociale radicale, le souci du développement de luttes populaires et d'idées nouvelles de transformation, avec une ambition et une implication de changement immédiat, est menacée.

Nous voulons relever ces défis et nous en mesurons la difficulté. Nous ne le ferons pas seuls. Nous ne résoudrons pas tous les problèmes qui sont devant nous d'ici notre congrès, mais nous voulons nous donner un cap clair pour avancer et travailler, pour pouvoir parler, agir sans attendre, construire un nouvel espoir avec toutes celles et ceux qui, comme nous, souhaitent ne pas se résigner au monde actuel et en France à la politique du pouvoir de droite en place.

UNE NOUVELLE EPOQUE, UN AUTRE MONDE

Le monde dans lequel nous vivons désormais appelle-t-il et permet-il encore la mise en oeuvre d'un projet de changement dans notre pays ? De la réponse apportée à cette question dépend en grande partie la crédibilité du combat que nous menons. Or, si chaque individu a désormais conscience que son avenir dépend peu ou prou de ce qu'on appelle la mondialisation, celle-ci est majoritairement vécue comme un obstacle majeur à un tel projet de changement. C'est l'une des principales difficultés auxquelles nous nous heurtons.

Pour notre part, nous ne pensons pas que la mondialisation, qui est devenue notre quotidien, qui peut donner espoir ou effrayer mais est et restera notre réalité, ferme la porte à des changements émancipateurs. Au contraire, elle peut être une chance de progrès immense, de mise en commun inédite pour l'humanité. Le processus de mondialisation actuel a été et demeure piloté par les exigences d'un capitalisme financier et ultralibéral qui soumet la nature et toutes les activités humaines, le vivant lui-même, à la recherche exclusive du profit. C'est l'obstacle à lever.

Nous puisons aujourd'hui dans une analyse renouvelée et actualisée de l'état du monde la conviction qu'un autre mode de développement, une autre conception du développement humain sont nécessaires et possibles. Mais les combats à mener doivent partir des réalités d'aujourd'hui, non d'un monde qui a vécu.

Nous avons changé d'époque et sommes entrés dans une véritable mutation de civilisation. Nous vivons un état du monde en transformation permanente, très instable,

une nouvelle période historique marquée par une accumulation de crises et de processus de transformations dans tous les domaines qui sont autant de défis pour le monde et pour l'humanité. Ne pas le voir, se tromper d'époque, c'est apparaître, même à notre corps défendant, comme les défenseurs des acquis d'un monde perdu, plutôt que comme les porteurs des potentiels du monde nouveau qui cherche à se construire. C'est surtout ne pas agir sur les bons leviers, les lieux de pouvoir qui décident réellement de l'avenir, les représentations qui façonnent les consciences.

Quels sont, à grands traits, quelques-uns des enjeux de ce nouvel état du monde ?

Révolution informationnelle, révolution des connaissances.

Révolution informationnelle, biogénétique, nanotechnologies... La croissance exponentielle des nouvelles technologies de l'information et de la communication, leur diffusion dans la société, le nouvel âge dans lequel sont entrées les connaissances bouleversent notre quotidien. Ces révolutions accroissent de façon spectaculaire les capacités d'expression et de création des êtres humains, qui n'ont jamais eu autant de possibilités d'agir sur leur milieu de vie, pour le meilleur comme pour le pire. Les problèmes éthiques soulevés, les choix de civilisation sont considérables. L'accélération de ces changements bouleverse en continu le travail, les technologies, les sciences, les produits, la consommation, les rapports au territoire et à la nature, change la structure, l'organisation, la localisation des activités salariées, déplaçant le centre de gravité des chaînes de fabrication vers les bureaux d'étude. La création de richesse dépend de plus en plus de l'appropriation des connaissances, des savoirs, des compétences. Cette révolution transforme les rapports de production, les rapports sociaux, en appelle de nouveaux.

Avec ces révolutions, les besoins et les possibilités d'intervention et d'association des producteurs que sont les salariés sont plus grands que jamais. La tendance à la prédominance des activités informationnelles accroît les exigences de partage, ouvre des champs immenses au développement et à la mise en commun des capacités créatrices des salariés et des individus, ce que Bill Gates nomme avec mépris le « communisme informationnel ». Cela exacerbe les antagonismes capitalistes, en créant des conditions objectives de son dépassement. Mais le capitalisme, lui, tente d'exploiter cette révolution dans le seul but d'accroître la rentabilité financière des capitaux, organise le partage des savoirs sous le contrôle des multinationales pour faire « rendre plus de valeur aux actionnaires », capte et asservit les intelligences sans diffuser les pouvoirs, bride, verrouille, domine, contrôle, instaure les péages, marchandise. Le partage et la mise en commun de ces potentiels contre leur confiscation capitaliste est un des grands enjeux du XXIème siècle.

Nouvelle phase de la mondialisation capitaliste.

La domination capitaliste s'intensifie et s'étend à toute la planète, à tous les champs d'activité humaine. C'est l'autre dimension structurante de l'actuelle mondialisation. La libéralisation des mouvements de capitaux a permis la mondialisation d'un capitalisme financiarisé à outrance, piloté par l'exigence de rendements financiers exorbitants, poussant à la surexploitation des mains-d'œuvre, à leur mise en concurrence exacerbée. La déréglementation financière et commerciale a poussé un ultralibéralisme forcené des échanges, une mondialisation des processus mêmes de production, au service des plus grands groupes capitalistes transnationaux, poussant à la marchandisation de toutes les activités humaines, à une mise en concurrence planétaire des salariés, à la privatisation des services publics, au recul des souverainetés économiques et alimentaires, mais aussi à une interdépendance accrue de toutes les économies. Les grandes organisations internationales,

comme le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, ont été transformées en instruments de ces processus de domination.

Cette mondialisation sous domination capitaliste creuse des inégalités redoutables entre pays et régions du monde, comme au sein de chaque pays. La contre-offensive néo-libérale, qui a pris forme dans les années 80 et 90, doit faire face à une critique grandissante de la domination des marchés et des institutions chargées de les « réguler ». Elle génère des ravages sociaux, écologiques et sociétaux grandissants, des contradictions explosives et des inquiétudes sur le devenir même de la planète. D'autant que le fait nouveau de ces dernières années est l'enchaînement des crises, financière, énergétique, environnementale, alimentaire, avec la résurgence d'« émeutes de la faim », affirmant et amplifiant une crise systémique de longue durée. Face aux nouveaux défis de l'humanité, le mode de développement capitaliste éprouve les limites historiques de son efficacité. Le capitalisme présentait sa globalisation comme la fin de l'histoire. Sa capacité à assurer l'avenir du développement humain est aujourd'hui en question.

L'avenir de la France en jeu.

Dans ce processus de mise en concurrence à l'échelle du monde, l'avenir de la France est doublement mis en jeu : parce que des acquis sociaux, démocratiques, culturels, marquants de son histoire, empreints des valeurs fondatrices de notre République (liberté, égalité, fraternité) sont menacés d'être mis en pièces ; parce que les forces capitalistes de notre pays ont décidé non plus de composer avec ces acquis mais de tourner la page et de les liquider pour se jeter à corps perdu dans la compétition capitaliste mondialisée. La politique de Nicolas Sarkozy marque de ce point de vue une rupture. Code du travail, Sécurité sociale, services publics, école publique, enseignement supérieur et recherche publique, laïcité, libertés publiques, création culturelle, institutions républicaines, ouverture au monde... tout ce qui fonde une conception progressiste de la personnalité de la nation française est sur la sellette. L'avenir de la France est aussi en question dans la crise très profonde qui est celle de toute la construction européenne, crise de projet, de confiance et de crédibilité.

Ce sont non seulement les couches populaires, mais la grande majorité de la population qui est menacée par l'insécurité sociale. Les grands groupes français ou franco-européens détruisent désormais plus qu'ils ne contribuent au développement de l'emploi et de la ressource fiscale en France, fondant à l'instar des groupes transnationaux leurs stratégies financières sur la mise en concurrence des territoires, le pompage des aides publiques, des fiscalités à bas coût qui asphyxient nos finances publiques.

Ces politiques et ces stratégies tournent le dos au développement national, à la construction d'une Europe de progrès, à l'atout que pourrait justement représenter l'engagement de notre pays dans un mouvement de transformation sociale à l'échelle européenne et mondiale.

Un salariat mondial en plein bouleversement.

Les transformations du capitalisme étendent le champ des dominations mais aussi celui des résistances. Le mouvement de « salarisation » des populations actives se généralise à tous les pays. Ce mouvement est marqué par de profondes contradictions. La crise du travail, de sa finalité est une dimension importante, notamment dans des pays comme le nôtre, où la

financiarisation malmène l'entreprise et le travail, où l'intensification de l'exploitation provoque stress et souffrances grandissants. Cela s'oppose aux potentiels de rapprochement des salariés, à leurs aspirations croissantes à être correctement payés, à être respectés, à se former, se cultiver, évoluer, à intervenir dans les gestions.

Si des luttes sociales et politiques mettant en cause les conditions de l'exploitation mondialisée se développent dans de nombreuses régions de la planète, si la formule « prolétaires de tous les pays, unissez-vous » n'a jamais été autant d'actualité, le capital a beaucoup d'avance sur les salariés en la matière. La mise en concurrence, le chômage, la précarisation qui accompagnent l'extension du salariat constituent de puissants facteurs de division des milieux populaires. La conscience des intérêts collectifs recule ou se cherche face à des puissances capitalistes qui en se mondialisant semblent s'être mises hors de portée des luttes, d'autant plus que les convergences internationales, même européennes, demeurent balbutiantes. Le rejet de la mondialisation peut fort bien aller de pair dans ces conditions avec le développement d'égoïsmes individuels ou catégoriels, de nationalismes ou de communautarismes qui apparaissent faute de mieux comme la seule manière de se protéger et de ne pas perdre ses acquis ou ses valeurs dans la compétition mondiale. La période dans laquelle nous sommes entrés nécessite donc un énorme travail politique et idéologique de mobilisation et de solidarisation des salariés et des peuples.

Une crise très profonde des modes de développement.

Notre époque est aussi celle d'une prise de conscience que l'avenir même de la planète est menacé si on continue comme cela. Un productivisme aveugle, obéissant prioritairement aux lois du profit, gaspille les ressources naturelles, met gravement en cause les écosystèmes et la biodiversité, et est aujourd'hui responsable d'une augmentation considérable des émissions de gaz à effet de serre. Les désastres climatiques touchent en priorité les plus pauvres de la planète. Le pillage des ressources naturelles qui s'est accéléré ces dernières décennies aiguise les conflits pour leur appropriation. Crises sociale, financière, écologique, crises du travail, de l'emploi, de l'énergie, de l'eau, de l'alimentation, de la consommation, crises démographique, urbaine, démocratique s'aggravent et se nourrissent les unes les autres. Une conviction s'affirme que ces crises appellent d'autres avancées de civilisation, qui non seulement remettent en cause les modes de production et d'échange capitalistes, la financiarisation de l'économie, la recherche effrénée du profit, mais au-delà l'ensemble des rapports de domination, d'exploitation et d'aliénation qui gouvernent le monde, les êtres humains et la nature depuis des millénaires.

Il s'agit d'inventer un mode de développement humain durable, non productiviste, susceptible de préserver la planète pour notre génération et celles qui viennent tout en maintenant et en poursuivant l'ambition d'égalité et de justice sociale. Le capitalisme n'est pas ce système d'avenir. Le temps court des profits est incompatible avec le temps long des écosystèmes. Le dépassement de la crise écologique devient un élément majeur de la transformation sociale.

Révolution des consciences et nouveau rapport au monde.

Dans la mondialisation, les rapports au temps et à l'espace se transforment. Les migrations humaines s'amplifient, charriant le brassage des cultures et le choc des inégalités. Les forces capitalistes s'emploient à imposer leur vision du monde et leurs valeurs. La mondialisation a pris des formes d'« occidentalisation » du monde avec des stratégies et des processus néo-

impérialistes d'hégémonie économique, sociale, culturelle, idéologique.

Une culture de guerre permanente, la fameuse thèse du « choc des civilisations », avec en effet miroir l'irruption de l'intégrisme et du fondamentalisme instrumentalisant les questions des identités, des religions, nourrissent de prétendues oppositions civilisationnelles entre des « communautés » présentées comme antagoniques, avec comme corollaire des affaiblissements démocratiques, un recul des valeurs universelles d'émancipation humaine, un refus mutuel de la reconnaissance légitime de la diversité culturelle et au bout du compte d'une communauté de destin pour des avancées communes de civilisation.

Malgré cela, l'aspiration à des valeurs de progrès et de solidarité a cependant résisté et de nouvelles aspirations à l'émancipation ont émergé. La conscience sociale de l'unicité du monde a véritablement progressé.

Dans ce chahut des consciences, des sentiments très contradictoires cohabitent, d'autant que d'autres interrogations essentielles ont surgi sur la responsabilité humaine dans le devenir de notre civilisation : sur la notion de progrès, sur la place de l'individu, sur les enjeux éthiques, démocratiques, sociaux, écologiques, culturels et scientifiques : un nouvel universalisme perce dans la mondialisation.

Nouvelles conflictualités.

Nous vivons un état du monde issu d'une transformation radicale du système des relations internationales depuis la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'Union soviétique il y a quelque vingt ans. Les Etats-Unis ont cherché une hégémonie sans rival dans une logique de guerre permanente – dite « guerre contre le terrorisme » - qui a pris toute sa dimension après le 11 septembre 2001. Mais cette stratégie néo-impérialiste, qui se heurte aux réalités d'un monde beaucoup plus complexe que la rhétorique idéologique utilisée par George Bush, débouche sur un fiasco en Irak et en Afghanistan. Elle nourrit une impasse dramatique dans le conflit israélo-palestinien où l'injustice choquante subie par le peuple palestinien alimente les tensions dans toute la région et au-delà.

La confrontation russo-américaine dans le Caucase vient brutalement d'exacerber les tensions en aggravant les risques pour la sécurité internationale. Cette situation inédite depuis la fin de la guerre froide rappelle à tous, aux forces progressistes en France et en Europe, l'importance d'une mobilisation politique et citoyenne pour la paix à la hauteur des dangers et de ces nouveaux enjeux.

Dans ce monde où les dépenses militaires atteignent à nouveau des chiffres records, les Etats-Unis restent dominants, mais, en dépit d'une puissance inégalée, ils ne sont plus en capacité de maîtriser à leur guise les relations internationales. Aussi, ils essaient comme jamais d'embarquer les puissances moyennes, comme celles de l'Union européenne, sous l'étendard de l'OTAN, dans leur logique de guerre.

En même temps, de nouvelles puissances riches de milliards d'êtres humains et de très anciennes civilisations, Chine, Inde, Russie, Brésil..., émergent. L'hégémonie occidentale dans l'histoire du capitalisme est en question. Même profondément déstructurés par la poussée du capitalisme néo-libéral, les pays d'Afrique contestent désormais les relations de domination qui les étouffent. En Amérique latine, les changements politiques expriment des résistances croissantes.

Aux anciennes oppositions Est-Ouest et Nord-Sud, succède une autre configuration mondiale

marquée par l'exacerbation des concurrences, des contradictions et des rivalités de puissances entre capitalismes, par des tensions protectionnistes, des nationalismes, des guerres économiques violentes, des conflits politico-religieux, des guerres civiles dans des Etats déliquescents, des terrorismes... Le nouvel état du monde a produit une véritable mutation de la conflictualité internationale.

Au cœur des désordres de ce nouveau monde, l'Union européenne devient un enjeu essentiel, et c'est notamment faute de refonder son projet et ses relations au reste du monde, qu'elle connaît une crise qui ne cesse de s'aggraver.

Paix, sécurité et développement sont donc aujourd'hui des défis planétaires qui ont partie liée. Tout commande d'agir tout à la fois pour favoriser les conditions d'une maîtrise démocratique, publique et multilatérale du développement sur le plan mondial ; pour relancer le désarmement ; pour réunir les conditions sociales qui rendront solides la sécurité et la paix ; pour obtenir des changements profonds des politiques et de la conception de l'Union européenne.

Des conditions de luttes sociales et politiques transformées.

Dans ce processus extraordinairement contradictoire qu'est la mondialisation, la bataille fait donc rage en tous domaines pour faire prévaloir ou bien des logiques de dominations renforcées, ou bien des issues d'émancipation. Le cours de la mondialisation n'est pas joué pour toujours, mais les conditions du rassemblement de celles et ceux qui ont intérêt à se libérer des rapports d'exploitation sont transformées.

Les forces du capital ont marqué des points. Elles ont déployé ces dernières décennies et déploient chaque jour des efforts gigantesques pour mettre les bouleversements à l'œuvre au service de leurs intérêts, pour construire des rapports de force qui accroissent leurs dominations et en faire de véritables verrous au changement. Tout est fait pour faire grandir l'idée que les solutions collectives sont inefficaces et le plus souvent dangereuses. Les valeurs de l'argent sont promotionnées. Les nouvelles exigences de chaque personne humaine sont dévoyées en individualisme sans foi ni loi. L'égoïsme (individuel, communautaire, nationaliste) dispute le terrain aux besoins de mise en commun, en proportion des divisions attisées entre les peuples et les salariés, par exemple entre « assistés » et « méritants », et du renoncement à espérer peser sur le cours des choses. La puissance de circulation de l'information et la marchandisation culturelle sont mises au service de la normalisation de la pensée et des consciences.

Mais, là encore, le mouvement n'est pas linéaire. Depuis les années 90, des peuples réagissent aux dégâts de ce capitalisme financiarisé et mondialisé. Les luttes se développent, parfois importantes. Comme pour le CPE en France, elles connaissent de premiers succès très significatifs. Le rejet croissant de la mondialisation capitaliste pousse partout (en Amérique latine, en Europe, sur tous les continents) à chercher à construire des solutions politiques, des solidarités nouvelles. Le mouvement altermondialiste en témoigne à sa manière. Les « non » français, néerlandais et irlandais en Europe aussi d'une autre manière. Dans tous ces mouvements pointent le besoin d'alternatives qui pour le moment ne trouvent pas leur chemin.

Cette crise des alternatives politiques affaiblit les forces de progrès. La faillite des régimes de l'Est marque les consciences. Elle est exploitée pour discréditer tout projet de dépassement du

capitalisme. L'échec des modèles sociaux-démocrates, notamment européens, et le ralliement progressif des forces s'en réclamant aux politiques néo-libérales qui elles aussi échouent, accroissent le désarroi. Sur le plan idéologique, le clivage gauche/droite est brouillé. Les partis qui prétendent contester le système ou les logiques capitalistes, communistes ou non, sont très affaiblis. La division des forces de gauche, la déception, la colère ou la démobilisation électorale qui suivent leurs expériences gouvernementales pèsent lourdement.

Toute la question est de savoir si les forces qui s'expriment seront capables d'inventer de nouvelles réponses, de rassembler politiquement les victimes aujourd'hui divisées et dispersées du capitalisme financier mondialisé. Les tentatives et les échecs, comme les nôtres en France, montrent l'extrême difficulté à surmonter les obstacles. Mais ce mouvement est en marche. Nous voulons repenser notre projet avec cette ambition.

UN NOUVEAU PROJET,

UN NOUVEAU CHEMIN POUR LE CHANGEMENT

Ce sont tous ces défis contemporains qui nous mobilisent. Des échecs subis, des difficultés rencontrées, nous tirons des leçons, mais sûrement pas celle de renoncer au moment où le besoin d'ouvrir de nouveaux chemins au développement humain n'a jamais été aussi pressant.

Nous maintenons que l'ambition doit rester celle d'ouvrir dans un délai rapproché une perspective de changement progressiste réel. Cette perspective de changement à la fois ambitieuse (changer le monde) et immédiatement concrète (des changements tout de suite) qui marque notre originalité dans la gauche française, est un processus conflictuel qui n'avancera pas tout le temps et partout du même pas. Elle suppose la coexistence prolongée avec des forces contraires. Nous ne voulons laisser passer aucune occasion de le faire avancer. C'est donc en travaillant en permanence à des rassemblements à toutes les échelles où c'est possible, localement, en France, en Europe, dans le monde, que redeviendront possibles petites et grandes conquêtes anticapitalistes. L'état actuel de la gauche, notre affaiblissement font douter du maintien de cette ambition. Mais c'est précisément y renoncer qui est l'une des principales causes de perte de crédibilité de la gauche.

Affirmer cette ambition, définir et rendre crédible un projet politique de changement, à fortiori dans une situation où domine l'idée de son impossibilité, y compris à gauche, c'est indissociablement énoncer le contenu des transformations qui seraient nécessaires et les moyens politiques de leur réalisation.

Le sens et l'ambition de notre projet politique reposent donc sur quelques idées forces, dont nous voulons faire nos axes de travail dans la durée, car il n'y aura pas de raccourci avec ces exigences si nous voulons réussir le changement :

- **créer en permanence les conditions d'une intervention populaire, d'une maîtrise citoyenne et démocratique des processus de changement.**

- **construire**, dans les conditions de la société et du monde d'aujourd'hui, **l'unité des exploités et des dominés**, en combattant pied à pied les logiques de domination, les idées de division sur lesquels s'appuient les forces capitalistes, en favorisant à tous les niveaux, local, national, européen et mondial, tous les rapprochements nécessaires.

-**favoriser l'élaboration**, à partir des contradictions du système et des besoins qui s'expriment, **des grands objectifs d'un projet de changement à vocation majoritaire**, travailler à les rendre crédibles, animer la confrontation à gauche sur ces choix et faire vivre sans attendre ces axes de transformation partout où c'est possible.

- **construire en toute circonstance les luttes, les rassemblements, les dynamiques, les majorités citoyennes et politiques susceptibles de porter ces réformes.** Ce qui suppose l'articulation permanente entre des **constructions populaires** pour les discuter, les élaborer, les soutenir et les mettre en œuvre; des **constructions unitaires** avec des cadres, des fronts, des alliances adaptés aux contenus portés et aux échéances affrontées; et la recherche du **rassemblement de la gauche le plus large possible** sur ces idées de transformation.

Au fond, l'objectif auquel nous ramènent toutes ces orientations d'action est celui là : comment œuvrer à ce que des millions de femmes et d'hommes, divers par les courants de pensée dans lesquels ils se reconnaissent, par les organisations politiques et sociales dont ils se sentent proches, soient suffisamment unis et résolus pour rendre incontournables des changements dont ils auront acquis la conviction qu'ils sont indispensables ?

Nous prenons dans cet esprit plusieurs grandes initiatives politiques de ripostes et de rassemblements. Ces initiatives, toutes nécessaires à nos yeux, cherchent à dépasser les oppositions ou les hiérarchies stériles entre « bas » et « haut », entre luttes et projet, entre contenus du rassemblement et formes politiques de ce rassemblement, entre constructions citoyennes et constructions politiques. La réussite du changement bute quand toutes ces dimensions ne se nourrissent pas suffisamment les unes les autres. Nous savons qu'elles n'avancent pas forcément toutes du même pas. Il faut plutôt savoir provoquer et saisir toutes les occasions de progresser. Il n'y a pas d'automatisme à leur enchaînement ou d'emboîtement idéal. Nous pensons que c'est en travaillant de manière conjuguée et permanente à toutes ces dimensions d'une construction politique majoritaire de changement qu'elle peut réussir.

DEUX FILS ROUGES DE NOTRE DEMARCHE :

- DEMOCRATIE ET INTERVENTION CITOYENNE.

Dans tout ce que nous allons entreprendre, nous voulons mettre la démocratie, l'intervention et la participation active des citoyens au cœur de la construction du changement. Face aux dérives autoritaires et à la confiscation des pouvoirs de décision qui caractérisent les processus de mondialisation actuels, la participation des citoyens aux décisions devient une exigence universelle, une condition de la construction d'une autre mondialisation humaine et solidaire, à tous les échelons, France, Europe et monde.

Placer sans attendre cette souveraineté du peuple au centre de notre pratique et de nos actes politiques, doit devenir une marque de fabrique de notre démarche, de notre identité communiste d'aujourd'hui.

Il s'agit d'un levier formidable, comme l'ont montré aussi bien la campagne pour le « non », que les élections municipales ou la conduite démocratique de nombreux mouvements sociaux.

Dans les élections municipales, l'élaboration des projets et des listes, la conduite des campagnes et aujourd'hui des gestions ont marqué cette originalité. Les élus communistes sont un point d'appui essentiel pour faire vivre cette démarche qui vise à redonner en toutes circonstances du pouvoir aux citoyens. La conquête d'un nombre grandissant de ces élus est un de nos objectifs.

Nous chercherons à pousser en toute occasion cette démarche participative dans la vie politique, avec l'atout que constitue le fait d'être un parti de militants et d'élus sur le terrain.

- UNITE DES EXPLOITES ET DES DOMINES.

Nous voulons aussi faire reculer en toutes circonstances les divisions qui affaiblissent le salariat et le mouvement populaire. Combattre toute forme d'exploitation, d'oppression, de domination suppose de rassembler toutes celles et tous ceux qui en sont victimes, dans la lutte pour s'en libérer.

Or, les conditions de cette lutte se sont considérablement modifiées. La

mondialisation rapproche les humains en même temps que la domination capitaliste aiguise les antagonismes, divise les exploités. L'affirmation de l'individu est l'enjeu d'un affrontement sur le sens du collectif. Le renouvellement du monde du travail avec le doublement du nombre des femmes salariées depuis les années soixante et le développement du secteur des services, les nouveaux modes d'organisation du travail rendus possibles par les nouvelles technologies de l'information, l'explosion de la précarité, de la parcellisation, des emplois à temps partiels, la mise en concurrence exacerbée à l'échelle européenne et mondiale ont brouillé les repères anciens.

Pourtant la domination du capitalisme mondialisé est le fait d'une classe sociale, celle des grands capitalistes, qui a conscience d'elle-même, et qui exerce son pouvoir sur l'immense majorité par des choix politiques.

Face à elle, il ne s'agit donc pas de courir après la « conscience de classe » telle qu'elle s'exprimait dans la culture ouvrière d'antan. **En donnant** à la lutte des classes son contenu contemporain, **nous voulons aider à construire l'unité de toutes celles et ceux qui ont intérêt à s'émanciper des dominations actuelles, la conscience de leur intérêt commun** à partir de leurs différences de situation – ouvriers, techniciens, employés ou cadres, femmes et hommes salariés de toutes catégories, précaires, intellectuels, travailleurs sans papiers, sans-emploi, paysans, étudiants, retraités –, de leurs engagements multiples, de l'affirmation de leurs aspirations à l'autonomie et à l'épanouissement individuel. Dans cette bataille, l'unité du salariat, qui représente en France 92% de la population active, est un enjeu d'importance. La mise en concurrence généralisée des travailleurs crée des obstacles à cette unité, mais elle n'est pas la seule logique à l'œuvre. Parallèlement et en contradiction avec elle, se créent aussi progressivement les conditions objectives de l'émergence d'une nouvelle conscience de classe. Travailler au rapprochement de ces salariés est un défi quand tant d'entre eux estiment, parfois pour le regretter, que leur avenir se construira non pas avec les autres, mais contre les autres ou tout au moins en se protégeant d'eux.

UN DEBAT INDISPENSABLE SUR LES GRANDS AXES DE TRANSFORMATION

La réussite du changement passe par une confrontation d'idées et de projets, publique, permanente, exigeante, dans la population comme entre les forces sociales et politiques. **La question des moyens, des ruptures auxquelles il faudra procéder pour parvenir à changer réellement la vie dans le monde tel qu'il est, des réformes structurantes auxquelles la gauche ne pourra se dérober est incontournable. Pour les forces de gauche, ne pas affronter ce débat, c'est miner leur crédibilité, car c'est sur cette question que bute le changement.**

Voilà pourquoi nous mettons en débat trois grands axes de transformation que nous jugeons nécessaire. Ces réformes sont à nos yeux des issues possibles aux immenses blocages du système actuel, des alternatives à ses logiques destructrices. Ce n'est donc pas une perspective lointaine que nous remettons à plus tard, encore moins un idéal inaccessible. Nous savons

qu'une société ne se transforme pas d'un bloc. Nous voulons faire avancer des changements ici et maintenant.

Quels sont à nos yeux les trois grands axes de changement incontournables ?

1. UN NOUVEAU MODE DE DEVELOPPEMENT.

Notre projet, c'est d'abord dans tous les domaines la promotion d'un nouveau mode de développement, qui soit tout à la fois durable, renouvelable sur le plan écologique et générateur de nouvelles conquêtes et solidarités sociales, d'épanouissement individuel et d'émancipation humaine ; démocratique et citoyen sur le plan politique, dans la gestion des villes comme des territoires, dans celle des lieux de production comme de consommation et de services.

Cela suppose notamment de promouvoir :

-un véritable droit à la qualité de la vie, qui s'affirme dans un rapport plus accessible, plus équilibré, plus raisonnable, plus maîtrisé avec la nature ; dans la protection de grands **biens communs de l'humanité** comme l'eau ou l'énergie des dérives de la marchandisation ; dans **un droit à la ville et à des territoires solidaires**, qui englobe la qualité du logement, de l'urbanisme, de l'aménagement des territoires ruraux, des transports, des équipements scolaires, culturels, de santé, de loisirs, des espaces verts, la qualité de l'air, de l'eau ; dans **une autre conception de la consommation**, moins inégale, plus responsable socialement, moins soumise à la rentabilité ; dans une **alimentation de qualité** appuyée sur des agricultures respectueuses des territoires.

- un nouveau mode de production, avec de nouveaux pouvoirs pour les salariés, un nouveau type de croissance (et non la décroissance) qui repense les contenus de celle-ci : comment produire, en faveur de qui et pour répondre à quels besoins ? Une **politique industrielle et énergétique** qui, appuyée sur une grande **politique publique de recherche** qui pousse la recherche fondamentale sur tous les fronts de la connaissance, mette l'innovation au service de productions nouvelles, utiles socialement, capables de relever les défis d'un développement écologique, plus économe en énergies et en ressources.

- une société de partage informationnel qui diffuse les savoirs et les cultures, favorise la diversité, l'échange, la mise en commun, libère les capacités créatrices des individus ; une société qui réhabilite **la science et le progrès des connaissances** en assurant sa maîtrise sociale effective.

- de nouvelles solidarités de progrès social, qui fassent reculer les inégalités, n'opposent ni les générations, ni les salariés entre eux, mais soient construites sur des droits, garantis pour tous, tout au long de la vie à l'emploi, à la formation, à de bons salaires, au logement, permettant par l'accès au savoir et à la culture le développement des capacités de chaque être humain.

-une conception du travail débarrassée de ses aliénations, qui fasse reculer les précarités et les inégalités, favorise les créativité, reconnaisse les qualifications, où les travailleurs retrouvent du pouvoir sur la conception et la finalité du travail.

-une protection sociale étendue à tous les âges de la vie, de la naissance au grand vieillissement, qui assume l'accès de tous aux progrès de la santé comme un choix de civilisation partagé ; **une reconnaissance nouvelle des droits de la jeunesse à l'autonomie** dans l'accès à la formation, au logement, à l'emploi, à la culture dès la sortie du système éducatif secondaire.

-des financements nouveaux et élargis pour tous ces progrès sociaux qui mettent à contribution la masse croissante des capitaux et des revenus financiers et favorisent ainsi leur réorientation vers le développement humain, en utilisant autrement l'argent des profits, des fonds publics et du crédit.

-une maîtrise sociale et démocratique des marchés, comme outil essentiel d'un nouveau mode développement.

Cette nouvelle maîtrise publique des marchés, aujourd'hui dominés par le capitalisme financier, est une condition d'un mode de développement respectueux des droits sociaux et des défis écologiques. Cette maîtrise passe notamment :

-une autre gestion de la production et du marché des biens de consommation courante, donnant des droits de regard et des pouvoirs d'intervention aux salariés dans les entreprises et aux consommateurs dans la cité.

-une appropriation publique et sociale des biens communs de l'humanité, une maîtrise publique du développement avec une conception étendue, renouvelée et démocratisée de **pôles, de services et d'entreprises publics**, de nouvelles formes d'appropriation sociale appuyées sur des droits et des financements nouveaux.

-un marché du travail où domine progressivement la sécurisation des parcours d'emploi et de formation, à l'opposé de la précarisation actuelle, allant progressivement vers un dépassement de l'exploitation et des aliénations du salariat actuel.

-une maîtrise publique et sociale des marchés financiers, du crédit et de la monnaie, avec notamment la création de pôles publics bancaires et de fonds d'investissements publics décentralisés, et une bataille acharnée pour réorienter l'action de la BCE.

2. UNE SOCIÉTÉ DE LIBERTÉS, UNE DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

-Libertés, égalité, fraternité

Notre projet, c'est celui d'une société d'individus libres, autonomes et solidaires entre eux. Nous ne voulons ni d'une société de caserne, ni d'une jungle où règne le chacun pour soi.

Nous croyons à l'initiative et à une créativité libérée. Nous croyons à la pleine égalité des droits et refusons toutes les dominations.

Nous voulons mener de front combat anticapitaliste et combat féministe. Nous agissons en faveur d'**une égalité réelle pour les femmes fondée sur des conquêtes nouvelles pour leur émancipation, sur de nouveaux droits, de nouveaux rapports entre les femmes et les hommes, loin de la logique de domination patriarcale pesant sur leur vie publique ou**

privée.

Nous croyons à la diversité et refusons toutes les discriminations. Nous croyons à la fraternité et refusons tous les racismes. Nous croyons à la culture, à son potentiel d'émancipation, d'ouverture à l'autre et refusons toutes les censures. Nous croyons aux potentiels de la révolution numérique et informationnelle qui peut mettre en partage les savoirs, la culture et l'information, et refusons les prétentions capitalistes à les enfermer dans les logiques de marchandisation.

Nous croyons à une société de libertés, au respect des individus, de leur dignité, de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre, parce qu'elle est le chemin d'une émancipation partagée.

-Des pouvoirs nouveaux pour une démocratie citoyenne et participative

Notre projet, c'est l'exigence démocratique poussée jusqu'au bout. Nous refusons la présidentialisation et la pipolisation de la vie politique, les dangers de pouvoir personnel qu'elles comportent. De surcroît, à l'heure du progrès des connaissances, de la diffusion des savoirs et de la circulation accélérée de l'information, ce sont des conceptions archaïques. Nous refusons aussi que les salariés continuent d'être exclus des principaux pouvoirs de décision économiques au profit d'actionnaires tout-puissants qui se moquent de l'intérêt général, que la citoyenneté politique des salariés s'arrête au porte de l'entreprise.

Révolutionner la démocratie, c'est promouvoir **trois grandes réformes** :

-la démocratisation de nos institutions, de nos modes d'élection, du rôle du Parlement, de l'élaboration des lois ; la création d'un statut de l'élu qui permette dans toutes les assemblées élues de démocratiser l'accès à la fonction d'élu et de revaloriser son rôle.

-la promotion à tous les niveaux d'une démocratie participative ouvrant en permanence à tous les citoyens l'accès à de réels pouvoirs d'intervention sur les choix.

-la création d'une véritable démocratie sociale qui développe de nouveaux droits et pouvoirs décisionnels pour les salariés et leurs syndicats dans les entreprises et les territoires, qui repense **le rôle et la responsabilité des entreprises** dans l'intérêt général. Il s'agit d'engager un processus de démocratisation sociale et économique d'ensemble qui mette en cause la concentration des pouvoirs dans les mains d'actionnaires, de fonds, de puissances financières toujours plus importants et toujours plus éloignés du contrôle démocratique. La reconnaissance de la citoyenneté, de l'exercice des droits politiques et de l'activité des partis sur les lieux de travail doit être reconnue.

Ces trois grands axes de démocratisation doivent être poussés **jusqu'au niveau des institutions et des pouvoirs de l'Union européenne, ainsi qu'au niveau des grandes instances internationales.**

3. REFONDER L'EUROPE ET CHANGER LE MONDE

-Changer l'Union européenne en profondeur, en refonder les principes.

Notre projet, c'est celui d'un changement de cap très profond des politiques et de la conception de l'Union européenne, jusqu'à la mise en chantier d'un nouveau traité

fondateur de l'Union européenne.

Les forces politiques qui ont piloté les traités successifs de l'Union, en l'enfonçant dans un processus néo-libéral et atlantiste, ont conduit la construction européenne dans une impasse. Les « non » français, néerlandais, et irlandais – et plus généralement nombre de manifestations de désenchantement et de colère vis à vis des politiques et du fonctionnement de l'actuelle Union européenne- attestent d'une **véritable crise de légitimité** des choix actuels auprès de millions d'européennes et d'européens. La prétention scandaleuse de vouloir faire revoter les citoyens irlandais doit être combattue. Il faut être clair : le traité de Lisbonne est caduc.

Pourtant, **le besoin d'Europe**, d'une construction donnant des atouts à chacun des peuples pour faire face aux nouveaux enjeux du monde, leur apporter des réponses **est pressant**. Mais que d'aspirations positives mais déçues parmi les européens ! Aspirations à passer de la mise en concurrence des peuples à une ère du vivre ensemble, de la solidarité, de la coopération ; aspirations à mettre l'Europe au service des autres nations qui étouffent sous les dominations et à travailler ensemble à un monde de paix ; aspirations à être écoutés, respectés, partie prenante des choix fondamentaux. Favoriser l'expression de ces attentes, aider nos concitoyens à mesurer l'ampleur des brèches ouvertes, notamment depuis la victoire du non, débattre des obstacles à lever pour ouvrir la voie à des changements profonds, travailler dans la durée aux convergences les plus larges en France et en Europe : telle est notre ambition.

Nous voulons participer à la constitution d'un front progressiste européen, qui partage les grandes lignes d'un projet transformateur dans lequel d'innombrables européens peuvent se reconnaître. Nous entretenons à cette fin des rapports étroits de coopération avec des formations politiques d'une grande diversité notamment au sein du PGE et du groupe de la GUE, mais aussi avec des personnalités progressistes, des militants syndicaux ou associatifs, des acteurs des rassemblements sur l'ex projet de traité constitutionnel ou du forum social européen...

Nous mènerons dans cet esprit la campagne des élections européennes de 2009

-Un monde solidaire pour garantir la paix

Dans chaque domaine, il devient désormais indispensable d'agir du local au mondial. Les batailles contre les délocalisations, pour faire de l'eau un bien commun sont des exemples éloquents de ces liens nouveaux entre toutes les échelles de batailles.

Paix et développement sont désormais les deux faces d'un même combat, car inégalités de développement, concurrences exacerbées, logiques impériales et rivalités de puissance fournissent les ingrédients permanents d'un dangereux cocktail fauteur de guerres.

Nous voulons unir contre les logiques de guerre, pour une solution juste et durable au conflit israélo-palestinien, pour la relance du combat pour le désarmement, pour la transformation des grandes institutions internationales, la promotion de logiques de co-développement, de maîtrises publiques et collectives et de principes de multilatéralisme à l'opposé des stratégies prédatrices, unilatérales et hégémoniques du capital.

ETRE A L'INITIATIVE POUR DE NOUVELLES DYNAMIQUES POLITIQUES A VOCATION MAJORITAIRE

Mettre en débat les grandes transformations nécessaires et se donner les moyens politiques de leur réalisation sont les deux faces d'un même problème. Pour favoriser de nouvelles dynamiques populaires, ne pas laisser les forces sociales et politiques de gauche dans le désarroi où elles se trouvent, des initiatives politiques s'imposent. Nous proposons d'agir dans les directions suivantes :

-AMPLIFIER TOUTES LES RIPOSTES

Face à un pouvoir et un patronat qui frappent aussi brutalement contre le monde du travail, et qui parient sur le découragement des forces de résistance, la première des exigences est de rendre espoir à notre peuple, donc ne pas laisser le gouvernement et le patronat poursuivre leur travail de destruction, de ne pas banaliser la moindre atteinte à la dignité de notre peuple, la moindre injustice, la moindre remise en cause de nos libertés et de nos avancées sociales.

Amplifier toutes les ripostes, jusqu'à les rendre victorieuses, est la première des exigences auxquelles nous voulons consacrer toutes les forces du Parti communiste, de ses militants, de ses élus. En favorisant les mobilisations et les rassemblements les plus larges, nous voulons arracher toutes les améliorations possibles et remettre en cause l'orientation ultralibérale que veulent imposer Sarkozy et le Medef.

Riposter, c'est faire face à la domination idéologique de la droite, d'autant que ce matraquage fait des dégâts et qu'une partie de la gauche fait sienne les idées de renoncement. **C'est le sens de notre campagne « la Bourse ou la vie », que nous voulons amplifier, parce qu'elle lie les questions les plus quotidiennes, comme le pouvoir d'achat, aux racines de la domination financière.** C'est une campagne essentielle, à partir de laquelle nous voulons intervenir sur toutes les questions, du local au mondial, en démasquant la réalité du raisonnement ultralibéral et en portant nos propositions alternatives. La riposte doit être articulée à la prise en main dans ces luttes de grands axes de transformation sociale.

Comme parti politique, nous considérons que la responsabilité des partis de gauche est directement engagée. La passivité ou le sectarisme, alors que la droite charge sabre au clair, sont des éléments favorisant le découragement au sein du mouvement populaire, ouvertement visé par le pouvoir actuel. Nous agissons et nous continuerons d'agir pour que la gauche soit un des acteurs de la résistance à cette offensive destructrice.

Pour notre part, nous considérons que le plus grand nombre d'hommes et de femmes de progrès doivent pouvoir agir ensemble, et que tout doit être fait pour rassembler dans la riposte les citoyens, les salariés, les intellectuels, les forces politiques et sociales qui le souhaitent.

-DES CONSTRUCTIONS MAJORITAIRES POUR LE CHANGEMENT.

Nous le savons, de la seule riposte, pourtant indispensable, ne découlera pas le rassemblement sur des choix politiques alternatifs. Il faut s'atteler, à l'appui de ces luttes, à cette construction

en sachant qu'elle n'a d'avenir qu'en intégrant dans le contenu même de son élaboration, l'objectif d'être portée et garantie par une dynamique populaire majoritaire.

Des leçons de nos expériences passées.

Cette dynamique est celle d'un mouvement populaire qui prend conscience des obstacles qui se dressent devant lui pour les lever, assume le caractère pluraliste de cette construction et en arbitre les débats. « Primauté au mouvement populaire », avons-nous affirmé depuis les années 80, après l'échec d'alors de l'union de la gauche, et de son gouvernement auquel nous avons participé.

Aujourd'hui, il nous faut tirer les leçons de nos tentatives successives pour permettre une réelle appropriation populaire des objectifs et des conditions du changement, expériences qui nous ont fait éprouver la très grande difficulté de ce défi. Nous avons en effet beaucoup tenté depuis vingt ans, dans un contexte il est vrai très difficile, marqué par la vague néolibérale qui a bouleversé le champ politique, emporté une partie de la gauche et décrédibilisé la politique elle-même. Nous avons changé beaucoup de nos conceptions et de nos pratiques, mais aussi tâtonné et commis des erreurs. Nous n'avons pas toujours accordé cette « primauté » à nos actes et à nos décisions politiques.

L'expérience de la gauche plurielle a ainsi été marquée à plusieurs reprises par une surdité de notre part vis-à-vis du mouvement social et progressiste. L'expérience du rassemblement antilibéral, après la victoire du « non », a été marquée à chacune de ses étapes par un rétrécissement de sa représentativité dans le peuple de gauche. La dynamique populaire a largement fait défaut. Nous n'avons pas su prolonger la dynamique de 2005 en proposant, immédiatement après la victoire du « non », un objectif, un cadre et une méthode susceptibles d'éviter la confusion qui a marqué l'échec de cette tentative. Confusion nourrie par des divergences entre plusieurs des composantes de ce rassemblement et notre parti sur les finalités mêmes de cette construction.

A l'inverse, le formidable travail citoyen lors de la campagne du « non », notre travail sur les listes et les projets municipaux ont mis en évidence l'efficacité d'une démarche d'appropriation populaire réussie. Nous tirons notamment de toutes ces expériences une conviction renforcée que rien n'est plus efficace que de mettre l'essentiel de nos efforts au service de l'intervention populaire et citoyenne. Et qu'une condition essentielle est de ne jamais perdre ou laisser s'amoinrir notre pleine autonomie d'expression et d'action.

La crise d'alternative à gauche.

C'est donc par un processus démocratique d'amplification de l'intervention du peuple, des citoyennes et des citoyens, favorisée par un effort constant et des initiatives politiques de notre Parti que nous voulons recréer les conditions d'une alternative de changement, du rassemblement de la gauche sur un projet de transformation mobilisateur. **Notre objectif demeure une majorité, un gouvernement, une présidence de la République qui impulseraient une politique de gauche porteuse de grandes réformes transformatrices.**

Aujourd'hui, cela paraît inaccessible, tant la crise et les divisions de la gauche sont profondes. Ces divisions entre forces de gauche se manifestent par des prises de position différentes voire opposées sur des mesures essentielles décidées par le pouvoir sarkozyste ce qui affaiblit d'autant la riposte. Elles sont

éclairantes quant à la vision que les unes et les autres se font de l'avenir.

La gauche vit une véritable crise d'alternatives. Alors que les élections locales de mars 2008 ont été un succès pour elle, sa victoire aux élections nationales demeure improbable. Cela concerne toutes les forces de gauche, dont aucune ne peut prétendre à elle seule reconquérir le pouvoir et qui ont subi trois échecs successifs à l'élection présidentielle. Ce problème se pose aussi à l'échelle de l'Union européenne. La grande majorité des pays membres étaient gouvernés il y a quelques années par des partis sociaux démocrates qui n'ont pas permis de résister à une vague de droite ultra libérale populiste et autoritaire.

En France et en Europe, chaque force de gauche est confrontée aux défis de réponses nouvelles à la nouvelle phase du capitalisme mondialisé. C'est pourquoi une conversion du PS, des Verts, du PRG au social-libéralisme, ouvertement revendiquée en leur sein, l'alliance avec le centre, seraient des impasses. Ils décrédibiliseraient encore la perspective de changement, boucheraient la voie au rassemblement des forces de gauche (pour le Parti communiste la participation à des majorités ou des gouvernements est impossible si cela ne permet pas des améliorations réelles dans la vie de notre peuple), et rendraient hautement improbable la victoire sur une droite mobilisée et rassemblée.

Le Parti communiste refuse et refusera cette voie du renoncement. Sous cette variante du social-libéralisme. Ou sous celle de sa contrepartie d'extrême gauche qui, en affirmant que le débat est clos, qu'aucun effort ne rendra possible un rassemblement de la gauche, ferme par avance la porte à toute perspective de changement.

Nous sommes pleinement conscients de la très grande difficulté que nous rencontrons nous-mêmes face à cette question de la crédibilité d'un rassemblement majoritaire des forces de gauche rendant possibles de réelles transformations. Sinon comment expliquer que les électeurs nous aient placés au plus faible niveau électoral de notre histoire lors de la présidentielle de 2007 ?

Mais il n'est pas vrai que la question soit tranchée, et que la gauche soit condamnée à être dominée par les idées de renoncement aux changements de société. Le peuple de gauche a fait la victoire du non en 2005. Son vote lors des élections locales de 2008 et tant de luttes où se retrouvent des hommes et des femmes de toutes les sensibilités de la gauche témoignent de la persistance des valeurs de gauche, et d'une critique croissante du libéralisme, même à l'heure de la confusion des repères. Nombreux sont celles et ceux, y compris dans l'électorat socialiste que les débats et les évolutions actuels du PS désarçonnent, qui souhaitent un projet combatif et audacieux.

Voilà pourquoi nous parions sur leur intervention, la relance d'un débat de projet mieux ancré dans les enjeux contemporains, la confrontation d'idées, la ténacité dans la volonté de rassemblement de toutes celles et ceux qui souhaitent amorcer de nouvelles dynamiques, refaire émerger du neuf à gauche.

-UNE GRANDE INITIATIVE DE RASSEMBLEMENT

Notre démarche suppose donc une construction populaire permanente, pour discuter, élaborer

et porter des projets de changement jusqu'à leur réussite ; une construction unitaire permanente avec des cadres, des fronts, des alliances adaptés aux contenus portés et aux échéances affrontées ; la volonté continûment affichée d'inscrire ces constructions dans le cadre d'une transformation durable de la société et du monde.

C'est pourquoi nous proposons d'ouvrir dans la durée un cadre de débat et d'élaboration politiques inédit : de créer partout où c'est possible, dans les quartiers et sur les lieux de travail, dans les ripostes engagées, des lieux de rencontre où, quelques soient leurs formes, les citoyens, les salariés, avec toutes les forces politiques et sociales qui le souhaitent, avec des intellectuels, des créateurs, les acteurs du mouvement social, puissent se rencontrer, s'informer, se confronter et construire ensemble les fronts les plus larges possibles visant des objectifs politiques précis. Il s'agirait de travailler à faire naître une véritable dynamique politique nationale d'action et d'élaboration d'un nouveau projet politique de transformation.

Ces espaces pourraient prendre des formes diversifiées, évoluer en fonction des besoins et des possibilités du processus initié. L'essentiel, c'est leur objectif : animer en permanence une dynamique populaire et citoyenne la plus large possible pour construire les réponses aux questions posées, dans la vie, par les luttes sociales et démocratiques : quelles réformes une politique, des institutions, un gouvernement de changement devraient-ils promouvoir ? Et les imposer dans le débat politique.

Ces espaces doivent devenir le lieu d'un véritable bouillonnement démocratique où toutes les idées visant au changement pourront s'exprimer et se nourrir les une les autres. Et où celles et ceux qui le souhaitent pourront prendre ensemble des initiatives politiques (de travail, de luttes, de débat et de batailles d'idées, d'éducation populaire...) et créer pour cela les formes (comités populaires, collectifs, fronts...) permettant de les mener à tous les niveaux, du local au national et au-delà, avec l'objectif de faire grandir des exigences et de gagner.

Pour y contribuer, le Parti communiste proposera et prendra lui-même les initiatives permettant aux formations de gauche d'exposer et de confronter leurs analyses et leurs objectifs, leurs points communs et leurs différences, d'entreprendre un travail de construction de réponses de gauche progressistes en liaison avec les ripostes indispensables, et aux citoyens d'intervenir dans ce débat et de contribuer à ses évolutions.

L'ambition visée est celle de la construction d'un Front progressiste et citoyen qui pourrait lier le développement de cette dynamique citoyenne et l'objectif d'une union de forces politiques de gauche susceptibles de prétendre construire dans notre pays une majorité de changement.

Ce processus impliquerait des étapes, des rendez-vous qui devront être définis pour mesurer l'avancement de ce travail et lui donner de nouvelles impulsions.

Dans cette démarche, nous pensons que ni l'action des forces politiques représentatives, ni la dynamique citoyenne et populaire – liées par leur objectif, mais autonomes l'une de l'autre – ne doivent être chapeautées par quelque cartel que ce soit. Les partis qui le veulent concourent – et c'est notre choix – à faire vivre ces lieux de citoyenneté, à donner toute l'ampleur possible aux fronts d'idées et de luttes qui s'y forment.

Ce travail politique n'est pas pré-déterminé par la question des alliances ou des fronts

électoraux, car ce serait réduire à tout moment le champ des acteurs visés par cette démarche, et du même coup la portée de cette démarche.

En revanche, il sera nécessaire de prendre en permanence les initiatives politiques unitaires, d'alliances les plus adaptées, en sachant que notre autonomie, comme celle largement revendiquée des autres acteurs sociaux et politiques, doivent être vécues comme des atouts et non des handicaps.

-LES ELECTIONS EUROPEENNES DE 2009

Toute notre bataille pour le changement se joue désormais à la fois à l'échelle de notre pays, de l'Europe et du monde. Les élections européennes doivent être l'occasion de mettre en avant nos ambitions de changement et rassemblement à l'échelle de l'Union.

Nous pourrions pour cela mener une campagne véritablement européenne, tant dans son contenu que dans la composition des listes, en les composant comme une liste nationale avec des acteurs et des actrices des mouvements sociaux et démocratiques de France et d'Europe, et en coopération avec des partis progressistes de toute l'Europe, du PGE et du groupe de la GUE au -Parlement européen.

(Un débat est engagé dans le parti sur la base des propositions du rapport de Francis Wurtz au Conseil national du 5 septembre et de la discussion qui a suivi. Le Conseil national arrêtera une décision le 24 octobre.)

-UN NOUVEL INTERNATIONALISME

Face au capitalisme mondialisé, les résistances et les forces alternatives ont besoin elles aussi de d'une vraie dynamique de rassemblements et d'action collective. Nous devons là aussi changer d'échelle. **Nous tiendrons à Paris les 15 et 16 novembre une initiative internationale pour réfléchir aux conditions et aux objectifs d'un internationalisme de nouvelle génération.** Il s'agit dorénavant avec toutes les forces politiques et sociales engagés dans des luttes contre les dominations de créer des passerelles, de construire ensemble des perspectives, des réponses concrètes, des actions communes ou convergentes.

Les luttes nationales ne sont pas épuisées, loin s'en faut. Le non français l'a montré. En Amérique latine les changements politiques se construisent pays par pays. Mais faire converger ces luttes, rapprocher ces forces au plan mondial, développer des actions nouvelles communes, c'est incontestablement se doter d'atouts indispensables pour ouvrir la voie à des changements progressistes dans la durée.

L'AVENIR DU PCF

Faut-il, dans ces conditions et avec de telles ambitions, repenser l'avenir du PCF ? Cela nous paraît incontournable. Et si nous voulons le faire de manière efficace, c'est en lien direct avec les exigences du monde actuel et du projet tel que nous le définissons aujourd'hui.

La première des questions à se poser est simple : **faut-il une force politique pour animer ce combat ? Nous le pensons.** Penser les bouleversements du monde, quand tant de forces veulent enfermer cette pensée ; faire de la politique une grande affaire populaire et citoyenne

quand tout est fait pour éloigner le plus grand nombre de nos concitoyens de la politique ; élaborer des idées d'émancipation quand tout est fait pour les discréditer ; unir des forces de transformation susceptibles de porter un projet politique quand tout est fait pour les diviser, les opposer ; construire des majorités de changement quand l'état de la gauche donne le sentiment que c'est impossible...tout cela appelle une organisation, un parti qui mette en commun et rende efficace l'énergie de toutes et ceux qui veulent contribuer à cette construction.

Dire le besoin de cette force dans les conditions d'aujourd'hui ne suffit pas. Les questions que nous nous posons sur l'avenir de notre parti sont de même ampleur que celles qui nous poussent aujourd'hui à repenser le monde, l'espérance révolutionnaire, les processus de changements, la place qu'ils doivent faire à l'intervention populaire. Nous aussi, nous devons changer d'époque.

Crise de projet, crise de la politique, des partis politiques, crise du communisme et du PCF... nous sommes confrontés à de tels défis, qu'il nous faut aussi nous révolutionner pour construire, à partir du meilleur de ce que nous sommes, une force porteuse d'avenir, identifiée à un projet d'émancipation du XXIème siècle, unie sur ce projet, une force dynamique, capable de mettre sa créativité politique au service de l'intervention populaire, de larges rassemblements à vocation majoritaire, ouverte à toutes celles et ceux qui souhaitent s'engager dans ce combat.

Le PCF est-il cette force ? Doit-il se transformer ? Ou faut-il s'engager dans la création d'une autre force politique ? Ces questions ont fait l'objet de nombreux débats depuis l'élection présidentielle. Le PCF dispose d'atouts indéniables, d'acquis précieux, que nous ne voulons pas perdre. Il est une force qui compte. Mais son affaiblissement des trente dernières années montre combien il lui faut se renouveler pour que des millions de nos concitoyens, et notamment la jeunesse, reconnaissent en lui cette force.

Pour répondre aux défis de changement qui s'imposent à nous, **nous faisons donc aujourd'hui un choix : engager de profondes transformations de notre parti pour devenir cette force. La voie de transformations du PCF nous apparaît plus féconde que celle de la recherche de la constitution d'un autre parti aux contours incertains. Certains vont parmi nous jusqu'à parler d'un processus de métamorphose. Pour l'heure, l'important est de s'accorder sur la nature des évolutions, des transformations, des ruptures nécessaires. Elles pourraient prendre plusieurs directions.**

Un choix communiste du XXIème siècle.

Nous devons affronter à ce propos une contradiction évidente. Nous pensons que le communisme doit continuer d'être une référence fondamentale de notre action. Le communisme politique a beaucoup apporté aux combats d'émancipation dans notre pays, et surtout les valeurs de mise en commun, les nécessités objectives de dépassement des exploitations, des aliénations et des dominations prennent de l'actualité avec les évolutions du monde actuel. Notre visée, repensée à l'aune des enjeux contemporains, conserve toute son actualité.

Mais il nous faut en même temps reconnaître la « crise du communisme » qui brouille fondamentalement notre image. Il ne paraît pas possible de contester les éléments objectifs et subjectifs de cette « crise », notamment : l'échec tragique des expériences qui se sont réclamées du communisme au XX^{ème} siècle ; le poids persistant dans les représentations de nos concitoyens du rapport qui a été le nôtre avec le modèle soviétique ; l'écart considérable qui sépare notre vision du communisme d'expériences, d'ailleurs elles-mêmes fort différenciées, qui s'en réclament aujourd'hui ; les difficultés politiques que connaissent aujourd'hui les partis communistes partout dans le monde, et leur grande hétérogénéité.

Assumer notre choix communiste aujourd'hui, à partir d'une analyse renouvelée et actualisée du monde, nous renvoie donc au besoin impérieux de confronter ce qui est à dépasser, et ce qui est en train d'émerger pour faire vivre une conception neuve du communisme, de partage et de liberté pour chacune et chacun, en somme une espérance révolutionnaire en prise avec les réalités et les aspirations de notre temps.

Nous devons faire beaucoup plus pour donner sens à notre projet contemporain, sans en rester aux mots, pour au contraire leur donner du sens dans leur pleine actualité ; pour rendre visible au plus grand nombre, notamment aux jeunes, que la continuité de notre choix s'accompagne de ruptures, fondatrices d'une nouvelle conception du communisme, que nous ne nous reconnaissons dans aucune expérience, passée ou actuelle, qui niait ou nierait les droits de la personne, ne serait pas fondé sur le respect de toutes les libertés fondamentales et la volonté de développer la démocratie comme ressort du développement humain. Tant que notre démarche communiste ne sera pas perçue pour ce qu'elle est aujourd'hui, mais restera collée aux images du passé, notre combat sera handicapé. Nous devons changer notre image, notamment en nous engageant à retravailler les symboles qui nous identifient dans la société, et qui pourraient mieux donner à voir le communisme du XXI^{ème} siècle qui est le nôtre.

Un parti ancré dans les enjeux contemporains et le débat d'idées.

De l'analyse du monde que nous esquissons aujourd'hui découle une exigence : il nous faut reprendre avec une vigueur renouvelée et avec constance un travail d'analyse, un effort théorique pour comprendre les bouleversements du monde, saisir ses contradictions. Le mouvement populaire a besoin d'une pensée émancipée de l'idéologie dominante, une pensée créative, imaginative, en perpétuel mouvement. Nous devons y contribuer en faisant de la confrontation d'idées un atout. La pertinence de notre projet est une condition de notre efficacité. **L'actualisation de notre projet, son ancrage dans les enjeux contemporains suppose un éveil permanent aux réalités émergentes, aux innovations, une culture de travail, de débat, de confrontation d'idées, d'expérimentations, une ouverture résolue à toutes les énergies intellectuelles et militantes qui veulent penser les enjeux de dépassement du système capitaliste.**

Nous devons traduire cette volonté politique sans tarder en actes, en repensant progressivement les lieux et les outils de ce travail théorique et intellectuel permanent, en donnant à voir cette ambition dans la société, en étant beaucoup mieux un lieu où se confrontent toutes les pensées émancipatrices, celles issues de la pensée de Marx, qui nous a fondée et connaît aujourd'hui un renouvellement important dans le monde, et toutes celles qui

émergent dans les bouleversements de la pensée et du monde actuels. Ce bouillonnement doit aller de pair avec une meilleure mise en commun des expériences militantes pour construire du savoir et de la pensée.

Nous devons dans le même esprit **répondre à la demande d'un travail de formation militant beaucoup plus exigeant**. Nous restructurons pour cela un dispositif de formation moderne et adapté à tous les niveaux du Parti.

Un parti d'action, de luttes et d'intervention populaire et citoyenne

Pour placer la démocratie, l'appropriation populaire des objectifs et des conditions du changement, les efforts de rassemblement au cœur de notre projet politique, **toute notre activité doit être prioritairement tournée vers la mise en mouvement de l'intervention populaire**. Parti d'action, impliqué dans la construction des luttes, nous voulons aider cette intervention à se déployer comme mouvement politique. Cela implique un effort de créativité et d'ouverture sur des formes de l'engagement politique dans la société d'aujourd'hui, plus participatives, plus démocratiques, plus diversifiées.

Et parce que nous faisons de la politisation citoyenne une clé du changement, nous voulons recréer une activité d'une tout autre ampleur dans les lieux de travail et dans les quartiers populaires où elle fait gravement défaut, en cherchant à mieux comprendre pour y parvenir les potentiels mais aussi les obstacles nouveaux qui se dressent devant cet objectif.

Une priorité de nos efforts doit porter sur la réimplantation du parti dans les lieux de travail. Elle constitue un enjeu essentiel dans la construction du rassemblement pour changer la société. L'objectif est d'y faire vivre notre projet et notre stratégie à partir de l'ensemble des préoccupations des salariés, depuis les questions liées au travail jusqu'aux enjeux planétaires.

La coordination de notre activité dans ces lieux de travail et dans les quartiers populaires, devra être réorganisée et mieux impulsée.

Tout cela signifie également que **nous devons tourner davantage le fonctionnement de toutes nos structures vers l'aide à la créativité et au rayonnement militant de chaque adhérent et de chaque élu** : dans leurs lieux de vie et d'activité, dans les structures de proximité ou les réseaux dans lesquels ils agissent, dans les territoires dans lesquels ils sont ancrés. Nous devons donner à chacune et chacun les moyens de déployer une action politique qui nourrisse l'action, le débat de propositions, le rassemblement du plus grand nombre.

Cet effort vise également à favoriser l'intervention politique des militants à l'échelle européenne et mondiale notamment dans le cadre des activités du PGE et de la mise en pratique d'un nouveau type d'internationalisme.

En retour, **l'élaboration de nos orientations doit donner à une grande place à leurs réflexions, à leurs suggestions, à la confrontation et à la diffusion de leurs expériences. La mise en commun de cette activité sans cesse démultipliée doit être sensiblement renforcée pour permettre de lui donner force, sens et efficacité**. Les différents échelons de coordination, départemental, régional, national doivent mieux jouer leur rôle en ce sens, en s'appuyant davantage sur la richesse de l'expérience militante. Les collectifs de travail du Conseil national notamment doivent s'attacher à toujours mieux associer l'ensemble du potentiel créatif militant dans sa diversité d'expériences, veiller à ce que ces expériences et

leurs productions soient mises à disposition de tous. Des nouveaux outils de circulation de l'information doivent être mis en place pour cela.

Une force ouverte et renouvelée.

Devenir le parti porteur de ce projet, c'est devenir un parti bien plus large en nombre et en diversité de forces militantes. Cela ne va pas de soi. Il nous faut décider de donner à cette ambition le sens d'une initiative politique majeure, visible dans la société, en **ouvrant le Parti communiste aux femmes et aux hommes de gauche qui cherchent les voies d'un combat plus efficace, aux salariés dans leur diversité d'aujourd'hui, à toutes celles et ceux qui veulent transformer l'ordre actuel sans avoir forcément la même histoire, les mêmes références, la même culture que nous**, et en faisant en sorte que ces adhérentes et ces adhérents se sentent pleinement à l'aise dans un parti qui les respecte à égalité avec tous les autres.

Ouvrir et renouveler le parti, c'est aussi **donner la pleine mesure de notre engagement féministe**, que nous conjugons désormais au combat anticapitaliste au lieu de l'y subordonner. Etre vraiment un tel parti, c'est rompre en notre sein avec un modèle et des pratiques issus d'une époque où les femmes étaient minorées, voire absentes de la représentation politique, sans parité. La fragilité de nos progrès en la matière doit nous tenir en alerte.

Le parti pris de la jeunesse.

Nous devons décider d'engager un travail d'ampleur, durable, visible avec la jeunesse, qui cherche les voies d'un engagement politique renouvelé, que nous pouvons aider à faire émerger mais qui ne se fera pas sans leur implication directe. **La jeunesse précarisée, la jeunesse des quartiers populaires, la jeunesse lycéenne et étudiante** sont à la fois très proches des engagements qui sont les nôtres et très éloignés de nos traditions d'engagement politique. Ce doit être un axe prioritaire du renouvellement et de transformation du parti communiste.

Un parti impliqué dans la gestion

Le dévouement et la proximité de nos élus sont reconnus. Mais leur principal atout est de parier sur des conceptions démocratiques renouvelées de l'intervention citoyenne et de l'exercice de leur mandat. C'est un atout indispensable au moment où les contradictions entre exigences de changements et contraintes financières qui encadrent les politiques publiques ne cessent de se resserrer. En ce sens, **les élus tiennent une place essentielle dans notre démarche. Ils sont une source d'expériences et d'expérimentations dans les processus démocratiques de constructions populaires et politiques que nous voulons déployer. Ils sont aussi une source d'enrichissements permanents de notre projet**, confrontés en permanence à l'exigence de réponses aux attentes de changement. En faire élire chaque fois que c'est possible et les aider à réussir est essentiel. Cela suppose de développer des pratiques de travail en commun entre élus, adhérents et responsables communistes.

Une force solidaire, un parti d'éducation populaire et de promotion culturelle.

Notre engagement est aussi **un engagement éthique, fait de valeurs que nous voulons faire vivre au quotidien**. Nous ne sommes pas un parti de l'émancipation pour demain, qui en attendant sacrifierait ses militants comme des soldats pour la bonne cause. Le militantisme

désintéressé qui est le nôtre est une source d'épanouissement dont il faut refuser le dénigrement. La solidarité au quotidien, dans la cité, sur le lieu de travail, la convivialité, l'accès à la connaissance, à la culture, l'éducation populaire, le partage des savoirs sont des dimensions importantes de la vie et de l'activité d'un parti comme le nôtre, de ses rapports à la société.

Un parti démocratique, où les adhérents sont souverains.

La vie démocratique de notre parti traverse un moment critique. Nous n'avons pas su, dans la dernière période, notamment au niveau de la direction nationale qui est fortement critiquée sur ce point, allier trois exigences indispensables : le respect de la diversité et la libre expression des opinions dans les débats que nous considérons désormais comme un acquis irréversible ; le respect des décisions majoritaires ; et l'efficacité dans le travail comme dans l'action.

Des changements doivent être apportés dans ces trois directions : **donner à chaque adhérent la réelle maîtrise des débats** qui se font jour en les assumant plus clairement et en favorisant par de nouveaux outils la circulation permanente et transparente des idées en présence ; **mieux garantir, y compris entre les congrès, la souveraineté des adhérents** pour trancher ces débats quand cela est nécessaire ; **mieux assurer la cohérence et l'efficacité du travail des communistes et des directions à tous les niveaux** quand les décisions majoritaires sont prises et qu'elles deviennent donc le bien commun des communistes. Le fonctionnement même de la direction nationale devra être modifié en ce sens.

Il convient dès maintenant d'approfondir la discussion pour savoir si cette nouvelle étape démocratique devra déboucher et comment sur de nouvelles règles de vie pour notre parti.